

Libération et l'ombre de Mai

André Gattolin, université de Paris 3

De tous les titres apparus dans la foulée de Mai 68, *Libération* est sans conteste celui dont l'influence dans le champ médiatique aura été la plus prégnante. Né bien après les événements, à un moment où la presse contestataire est encore florissante, *Libération* réussit en peu de temps à devenir l'étendard de la culture soixante-huitarde. Au-delà, et de manière plus héroïque encore, le titre réalise l'exploit de s'inscrire dans la durée : il est aujourd'hui, avec *Charlie Hebdo*, l'ultime représentant de la nouvelle presse de l'époque et surtout le seul quotidien payant créé au cours des trente-cinq dernières années à ne pas avoir fermé boutique.

Certes, *Libération* a survécu au prix d'un long recentrage qui l'a conduit du gauchisme à une gauche désormais très modérée. Bien que progressive, cette métamorphose n'est pas allée sans heurts ni revirements. Étonnamment pourtant, cette normalisation au long cours n'a pas annulé un capital d'image encore fortement associé à 68. Le regain actuel d'attaques contre Mai semble même redorer son blason.

Les rapports de *Libération* à Mai 68 sont complexes et parfois ambigus ; ils n'en demeurent pas moins viscéraux. « Enfant de Mai », le journal n'a jamais renié une filiation qui reste sa source historique de légitimité, mais il a rapidement refusé de s'enfermer dans un attachement sans faille à ce passé. L'histoire de Mai est si riche et si plurielle que *Libération* a toujours su y trouver matière à conforter opportunément son discours et ses évolutions. Bien sûr, Mai 68 continuerait d'exister sans *Libération*, alors que l'inverse est peu probable. Il y a cependant fort à parier que la représentation qui en est donnée aujourd'hui ne serait pas la même sans le travail de réécriture opéré par ce journal.

L'histoire de cette interaction exceptionnelle entre un quotidien national et un temps fort de notre histoire est sympto-

matique du rôle croissant dévolu aux médias dans la construction de l'imaginaire social à l'ère de l'information.

S'ancrer dans Mai pour exister

Le premier numéro zéro de *Libération* paraît le 22 février 1973, suivi de deux autres coups d'essais avant la sortie d'un véritable numéro un, le 18 avril de la même année. Au début, la parution du journal est assez irrégulière et sa diffusion exclusivement militante. Le titre n'entre dans le circuit de distribution des Nouvelles Messageries de la presse parisienne qu'à compter du 22 mai.

Les obstacles rencontrés pendant les deux premières années sont tels qu'ils font craindre en permanence l'arrêt du journal. Car *Libération* n'est ni la seule ni la première publication à se revendiquer de Mai 68. Sa naissance tardive le confronte à une concurrence vive avec le reste de la presse alternative ou militante déjà implantée. Certes, les principaux titres nés durant les événements ont disparu : *Action* et *L'Enragé* ont cessé leur parution dès 1969 ; *La Cause du peuple* vient de s'éteindre depuis peu, épuisé par le harcèlement policier et juridique dont il fait l'objet. *Libération* doit néanmoins batailler ferme pour trouver un lectorat. *Rouge*, l'hebdomadaire de la Ligue communiste lancé en septembre 1968, reste bien implanté ; *Charlie Hebdo*, qui a succédé à *Hara Kiri Hebdo*, rencontre depuis 1969 un indéniable succès, tout comme *Actuel*, apparu en octobre 1970.

L'idée de lancer un nouveau titre – qui plus est de périodicité quotidienne – est proprement irréaliste : outre le manque de moyens, le contexte n'est guère favorable. Bien sûr, l'ombre de Mai 68 plane encore sur tous les débats, mais la mouvance gauchiste est en pleine déliquescence, minée par la répression, les querelles intestines et l'usure des militants lassés d'attendre le « Grand Soir ». Les ventes du journal à ses débuts

- huit à neuf mille exemplaires par jour la première année, et guère plus de douze mille l'année suivante - affichent des niveaux très inférieurs à ceux d'*Action* quelques années auparavant. La concurrence n'explique pas tout : le titre est triste, rébarbatif, et son professionnalisme discutable. À défaut d'être un journal populaire - un « *France-Soir* rouge » comme le rêve Serge July - *Libération* parvient cependant à imposer sa marque dans le petit univers de la presse protestataire. Plusieurs facteurs contribuent à asseoir sa légitimité politique et intellectuelle. D'abord, ses douze pages quotidiennes font de lui un propagateur d'informations et de commentaires sans pareil au sein de la contestation. Extrêmement réactive, la rédaction du journal imprime au jour le jour une lecture de l'actualité que les hebdomadaires et mensuels concurrents ne sont pas en mesure de délivrer. *Libération* bénéficie aussi de sa filiation directe avec l'APL [voir l'entretien avec Jean-Claude Vernier, p. 161-167], agence de presse lancée par les maos en juin 1971 et soutenue par Maurice Clavel et quelques autres. Pour renforcer ce capital, les dirigeants de la Gauche prolétarienne - à l'origine de la création de *Libération* - persuadent Jean-Paul Sartre d'apporter sa caution intellectuelle, en devenant directeur de la publication. Ils s'adjoignent également les services de Serge July, un ancien de *Clarté* passé par le mouvement du 22 mars. Plus qu'un militant, July est un homme de presse et de réseaux. Conscient des faiblesses du jeune quotidien, il profite des crises successives des premières années pour renouveler et professionnaliser son équipe, en allant puiser notamment parmi les anciens d'*Action* et des *Cahiers de Mai*. L'arrivée de figures importantes du mouvement comme Marc Kravetz, Jean-Louis Péninou et Jean-Marcel Bouguereau, va également renforcer l'œcuménisme de la rédaction et conforter sa légitimité soixante-huitarde. Pour asseoir son influence, le journal doit en effet veiller à bien représenter la profonde diversité de Mai 68. L'emblématique Daniel Cohn-Bendit fait l'objet d'un traitement journalistique assez privilégié. Tout ce qui, dans l'actualité, renvoie à Mai 68 et à ses revendications (conflit de Lip, occupation du Larzac, coup d'État au Chili, révolution des Eillets au Portugal, etc.) est abondamment couvert. *Libération* s'intéresse également à toutes les luttes qui émergent en France depuis le début des années soixante-dix : féminisme, écologie, homosexualité, régionalisme...

Le journal ne se contente pas de relater ou de soutenir : il devient souvent moteur de la contestation en initiant et publiant de nombreux appels en faveur des droits des homosexuels, de la dépénalisation du cannabis... Après avoir été négligé par le journal, le champ foisonnant de la contre-culture va, à partir de la fin 1974, faire l'objet d'une rubrique quotidienne cornaquée par Frédéric Joignot. Cette dernière ne cessera de s'étoffer au fil des ans, en particulier après l'arrêt d'*Actuel* en octobre 1975.

En moins de deux ans d'existence, *Libération* réussit à opérer la jonction entre contestation et journalisme, événements de Mai et effervescence des années post-68, gauchisme et contre-culture. Sur le fond comme sur la forme, dans sa diffusion comme dans ses finances, la vie du titre est chaotique, mais sa légitimité tant culturelle que politique est désormais acquise et son influence dépasse déjà le champ étroit de la contestation.

Mai 68 réinterprété ou comment sortir du gauchisme sans perdre son identité

Libération ne souhaite cependant pas en rester là. Serge July et la plupart de ses lieutenants ont pris acte depuis longtemps de la mort annoncée du gauchisme. Comment transformer le journal, le professionnaliser davantage, élargir son lectorat et assurer sa pérennité, sans renier les filiations politiques et culturelles qui lui ont donné sa légitimité ?

En Allemagne et en Italie, une fraction de l'extrême gauche est entrée dans le cycle infernal de la violence et du terrorisme. En France, la répression policière des années soixante-dix et les divisions de la gauche ne sont pas loin de conduire à pareille dérive. Cette radicalisation d'une infime partie de la contestation issue de 68 est l'occasion, pour le journal, de rompre ouvertement avec l'idéologie pure et dure et d'entamer son recentrage. La rupture symbolique s'opère en octobre 1977 quand, à la suite du détournement d'un Boeing de la Lufthansa par un commando de la Fraction Armée Rouge, le chancelier Helmut Schmidt ordonne une prise d'assaut sanglante sur l'aéroport de Mogadiscio. Le 18 octobre, lendemain du drame, *Libération* titre : « RAF-RFA : la guerre des monstres » ; par la même occasion, le journal prend définitivement ses distances avec le terrorisme, qui bénéficiait jusqu'alors d'une certaine bienveillance au sein de la rédaction.

André Gattolin

Libération et l'ombre de Mai

De manière moins spectaculaire, le recentrage engagé par le titre se poursuit et s'accompagne d'une relative normalisation de ses contenus : le traitement institutionnel de l'actualité occupe désormais une place croissante, tandis que la part consacrée à des sujets « militants » ne cesse de diminuer. Fin 1980, et avant même le lancement de la nouvelle formule de 1981, les articles qui constituaient autrefois la marque de fabrique du quotidien couvrent à présent moins de la moitié de sa surface rédactionnelle. En contrepartie, *Libération* se signale régulièrement par ses informations exclusives, ses reportages de haut vol (Marc Kravetz obtient le prix Albert Londres en 1980), et devient une référence appréciée du milieu journalistique.

Le rapport entretenu par le journal avec Mai 68 demeure cependant central. Jusqu'en 1978, à *Libération* comme ailleurs, la révolte de Mai ne se commémore pas. Pour l'extrême gauche, les événements n'appartiennent en rien à l'Histoire, la révolution promise reste à faire et elle continue de hanter les discussions politiques. Le printemps 1978 fournit à Serge July une belle occasion de régler ses comptes avec les nostalgiques des grandes heures du gauchisme combattant. Dans un long papier publié le 3 mai 1978, July déclare son « ras-le-mai ». Derrière ce titre provocant, il s'agit moins de liquider Mai 68 que d'en finir avec une lecture ultra-politisée et désormais passéiste des événements. La représentation militante et dogmatique de ce moment charnière, encore prégnante à cette époque, est sans issue ; elle ne peut conduire qu'à une radicalisation suicidaire. July préfère mettre en avant la dimension culturelle et sociétale de l'événement : celle dont les incidences ont déjà bouleversé la vie de millions de Français. En qualifiant cette transformation profonde de la société de véritable « révolution culturelle » – expression encore lourde de sens à cette époque ! –, il préserve suffisamment d'ambiguïté dans son propos pour ménager la susceptibilité des « anciens combattants ».

Le propos de July sur 68 est en fait un discours paradigmatique sur le journal lui-même : il faut désormais repenser *Libération* dans sa contemporanéité, celle d'un monde qui change à grande vitesse, comme il faut relire Mai 68 non plus à l'aune de ses discours enflammés, mais à celle des bouleversements effectifs. Peu de temps après, dans son édition du 22 mai¹, *Libération* titre à propos de lui-même : « Cinq

ans, ça suffit ! ». July insiste sur la nécessité de moderniser le journal, de faire du combat pour l'information le cœur de sa vocation. C'est également l'occasion de proposer une nouvelle maquette, plus visuelle en même temps que mieux structurée. Le projet « Libé 2 », qui verra le jour en 1981, est déjà en germe et les dirigeants préparent le terrain. Mais le chemin à parcourir reste long et difficile : l'équipe est profondément divisée et le présent est trop précaire pour songer sereinement à l'avenir. Fin manœuvrier, Serge July n'abandonne pas son projet de refondation, mais il préfère « donner du temps au temps » lorsque les réticences paraissent insurmontables. Son autorité sur le journal est plus symbolique qu'effective : toute décision prise est presque systématiquement remise en cause par la base. La crise de gouvernance atteint son paroxysme à la fin 1980. La progression des ventes (près de quarante mille exemplaires par jour cette année-là) est insuffisante pour combler les pertes financières. La perspective d'une éventuelle réélection de Valéry Giscard d'Estaing n'augure également rien de bon. Sur le terrain de la modernité, *Libération* semble à présent dépassé par le succès d'*Actuel*, qui vient de reparaitre avec une formule entièrement renouvelée. L'heure n'est plus aux tergiversations et July se voit poussé au *pronunciamento*. Le journal suspend sa parution le 23 février 1981 : l'équipe est licenciée et seule une partie de cette dernière est réembauchée pour préparer la suite.

Libération et les années 1980 : le temps des paradoxes

Libération reparait le 13 mai 1981 avec des habits neufs : le journal a une pagination augmentée, un chemin de fer étoffé avec une maquette inédite – conçue par Claude Maggiori – qui fait la part belle à l'image et à l'esthétique. Mais surtout, la donne politique est bouleversée par l'élection, trois jours auparavant, de François Mitterrand. *Libération* ne peut que se réjouir : la défaite de la droite marque la fin des procès en cascade. Mais le visage qu'offre la gauche est « archaïque », empreint d'un étatisme pesant, et son discours ouvriériste suranné ne séduit guère le journal, qui, *a contrario*, s'affirme « résolument moderne » et revendique désormais haut et fort son étiquette de « libéral-libertaire ». Ce nouveau contexte politique va pourtant être très bénéfique au nouveau *Libération*. Le quotidien s'ouvre avec

audace au jeu de la politique et de la critique constructive. Son influence s'affirme. Plus la gauche rencontre des difficultés économiques, notamment à partir de 1983, plus le journal est écouté et suivi avec intérêt par la nouvelle classe dirigeante et par l'électorat progressiste. De 1982 à 1984, les ventes décollent, passant de moins de 65 000 exemplaires par jour à plus de 113 500. Le quotidien milite pour l'intégration européenne et le maintien du pays dans le système monétaire européen. L'ancien brûlot gauchiste apporte un soutien appuyé à Jacques Delors et à sa politique économique. La normalisation politique du journal s'accroît et fait grincer des dents dans son lectorat fidèle. La parution en février 1984 d'un numéro hors série, intitulé « Vive la crise », en même temps que la diffusion d'une émission télévisée éponyme où Yves Montand vante les vertus du libéralisme et de l'entreprise, sème le trouble. En deux ans, le journal a brisé bien des tabous : la publicité a fait son apparition dans les pages de *Libération* le 16 février 1982 et plusieurs actionnaires issus de l'industrie et de la finance sont entrés dans son capital en janvier 1983. Nombre de journalistes venus d'autres médias affluent à présent vers *Libération*. En pleine croissance, le journal s'installe rue Béranger, dans les vastes locaux d'un ancien parking réaménagé pour l'occasion par un architecte renommé. Sur le fond, la normalisation des contenus rédactionnels s'accroît : les articles « typiquement Libé », qui occupaient encore fin 1981 un tiers de la surface totale du quotidien, ne représentent guère plus de 15 à 20 % de celle-ci dix ans plus tard.

Libération aurait-il définitivement perdu son âme, comme l'affirment certains pamphlets qui fleurissent avec d'autant plus d'ardeur que l'audience du quotidien ne cesse de progresser ?

Comme souvent, la réalité est plus nuancée que les discours. Si la dynamique de normalisation est indiscutable, elle est loin cependant d'effacer la survivance de l'« esprit Libé ». De 1980 à 1989, la pagination moyenne du journal a doublé et, si la part des articles et des sujets spécifiques à *Libération* a diminué, leur volume en pages est resté relativement constant. De plus, le périmètre du titre s'est considérablement élargi : sa diffusion a été multipliée par quatre, allant jusqu'à frôler la barre des deux cent mille exemplaires en 1988. Son audience ne rivalise pas encore avec celles du *Monde*, du

Figaro ou du *Parisien*, mais, à défaut d'être puissant, *Libération* est influent : il est désormais le média favori de ceux qui travaillent dans le journalisme et la communication. Magazines, radios et télévisions y puisent régulièrement des idées de sujets « originaux ». En raison de salaires encore bien inférieurs à la moyenne de la profession et d'une ambiance interne assez éprouvante, le *turnover* du personnel à *Libération* est très élevé. Passage obligé de tout débutant désireux de se former et de se faire connaître, le journal devient une sorte d'école du nouveau journalisme, où l'on transite avant de partir essaimer ailleurs un ton et un style acquis rue Béranger.

Par ailleurs, si le journal prend des positions qui choquent parfois ses *aficionados*, il sait aussi rappeler, avec force, certaines de ses valeurs fondatrices. Dès les premiers succès électoraux du Front national, *Libération* se place aux avant-postes de la lutte contre l'extrême droite. Il soutient aussi avec bienveillance – et parfois un brin de condescendance – tous les mouvements qui emballent une jeunesse en quête d'engagement (Marche des beurs en 1983, SOS Racisme en 1984, mouvement anti-Devaquet en 1986, mouvements lycéens en 1993...). Si dans son traitement récurrent de Mai 68, il use – et sans doute abuse – du ressort générationnel, *Libération* réussit à conforter nombre d'anciens soixante-huitards qui, comme lui, ont évolué et mûri sous le soleil d'une gauche désormais acclimatée au pouvoir. Le journal assume d'autant mieux son passé que celui-ci est embelli par un présent glorieux.

Gérer le devoir d'assumer ses origines

Le succès de *Libération* durant les années 1980 est fondé sur le fragile ressort de la modernité et sur sa capacité à gérer habilement les paradoxes. Mais les modes n'ont qu'un temps : à l'ère de l'éphémère et de l'émergence permanente de nouveaux médias, le journal veut sans doute faire fructifier trop vite son capital de sympathie, qui dépasse désormais les frontières de la gauche.

Son désir d'acquérir le statut de quotidien de référence le conduit à des audaces qui relèvent davantage du coup de poker que de la stratégie finement élaborée. Sur le plan éditorial, deux décisions mettent en lumière le divorce qui se

André Gattolin

Libération et l'ombre de Mai

profile avec une partie du lectorat. Quand en 1991, à l'occasion de la première guerre du Golfe, le journal choisit de soutenir l'intervention militaire orchestrée par les États-Unis, ses ventes amorcent une nette décroissance. Puis, lorsqu'à l'annonce du plan Juppé – qui déclenchera en décembre 1995 la plus forte mobilisation sociale du pays depuis 1968 –, *Libération* titre en Une : « Juppé l'audace ». Entre ces deux dates, le journal décide en septembre 1994 de lancer une nouvelle formule. Volumineuse et trop normalisée, tant sur le fond que sur la forme, cette version augmentée prend l'allure d'une catastrophe économique, qui va grever ses finances pendant plus d'une décennie. *Libération* manque d'y laisser sa peau et seule l'arrivée majoritaire de Jérôme Seydoux dans le capital lui permet de passer ce cap difficile. Après chaque expérience infructueuse, le quotidien a l'heureux réflexe de redonner un petit coup de la barre à bâbord. Mais, depuis longtemps, *Libération* n'a plus de véritable ligne éditoriale. Sur un même sujet, il n'est pas rare que la manchette ou l'édito contredisent les articles situés en pages intérieures. Au mieux, le lecteur peut y voir une marque de pluralisme ; au pire, celle de l'insignifiance ou du cynisme.

L'attachement de *Libération* à Mai 68 reste cependant bien réel, même si son droit d'inventaire et de relecture se renforce toujours plus. L'obligation de commémoration semble aujourd'hui l'agacer, un peu comme une fête de famille où l'on se rendrait à reculons, mais où il est de bon ton de rappeler sa présence. Le monde a tellement changé en quarante ans qu'il devient difficile de faire de 68 la source de toute modernité. Le retour sur le passé et le rituel trop convenu de la célébration inquiètent le journal, car il sait que la génération qui l'a porté finira bien un jour par passer la main. Pourtant, quand Mai 68 redevient d'actualité par le biais d'attaques assénées par ses détracteurs, *Libération* se déclare prêt – dans le discours tout du moins – à fourbir ses armes. Évoquant la commémoration à venir dans un court texte publié dans le numéro des 5-6 janvier 2008, Didier Pourquery, actuel directeur délégué de la rédaction, témoigne à la fois d'une cer-

taine lassitude et de l'obligation pour le journal de célébrer cet anniversaire. Revenant sur les propos tenus par Nicolas Sarkozy à Bercy en avril 2007, il trouve là matière à défendre l'« héritage » et, plus encore, des raisons de penser « qu'il y a encore des "Mai 68" à faire dans la société française telle qu'on nous la propose ou telle qu'elle semble évoluer ».

Bibliographie indicative

Guisnel (J.), *Libération, la biographie*, Paris : La Découverte, 1999.

Thibaud (P.), « De la politique au journalisme, *Libération* et la génération de 68 », *Esprit*, n° 5, mai 1978.

Samuelson (P.), *Il était une fois Libération : Reportage historique agrémenté de cinq entretiens inédits : Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Maurice Clavel, Benny Lévy, Serge July*, Paris : Flammarion, 2007.

Perrier (J.-C.), *Le roman vrai de Libération*, Paris : Julliard, 1994.

Les Unes de Libération, 1973-1997, Paris, Éditions Plon-Libération.

Notes

1. C'est le jour retenu par le journal pour fêter l'anniversaire de sa création. La date est assez délicate à justifier ; elle fait étrangement correspondre la création du titre avec le jour de son entrée dans le réseau des NMPP, soit le numéro 12 de la série. En naissant officiellement en mai – plutôt qu'en février ou en avril –, *Libération* réaffirme de fait sa filiation aux événements de 1968. Le chiffre « 22 » n'est pas non plus sans évoquer la référence au mouvement du 22 mars.

2. En trente-cinq ans, les livres et autres écrits à charge contre *Libération* et ses dirigeants n'ont pas manqué. Ils émanent souvent d'« historiques » du journal, comme la *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col mao au Rotary club* de Guy Hocquenghem, paru en 1986 chez Albin Michel. Cet ouvrage constitue une des plus violentes attaques portées à l'encontre du journal et de son évolution.